Le budget

Si ce n'était de cette dette de 200 milliards de dollars que nous avons héritée du gouvernement précédent, nous aurions un excédent de fonctionnement. En d'autres mots, les taxes que nous recueillons auprès des Canadiens paieraient largement pour les services que nous leur offrons. Et même plus, le surplus de fonctionnement de 25 milliards que nous avons retiré depuis 1984-1985 nous aurait permis d'améliorer encore davantage les programmes gouvernementaux. Mais ce n'est que partie remise. Il fallait d'abord mettre de l'ordre dans la gestion des affaires publiques, et c'est presque fait. Dès 1994, nous cesserons d'emprunter pour payer les intérêts sur la dette accumulée pour enfin commencer à rembourser cette fameuse dette. Il y a de quoi se réjouir.

Nous demeurons fidèles à notre idéologie de soutenir le secteur privé en réduisant, lorsque cela est possible, l'intervention de l'État au minimum, tout en protégeant les individus qui en ont besoin. En d'autres mots, nous continuons de préconiser que le gouvernement ne doit intervenir que là où c'est nécessaire.

Les députés du Québec ont prouvé qu'une action responsable et soutenue est plus efficace pour promouvoir, protéger et défendre les intérêts des Québécois à Ottawa que les fanfaronnades bruyantes et tapageuses.

[Traduction]

M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood): Monsieur le Président, je tiens à dire à la députée que j'ai écouté son intervention avec beaucoup d'attention et que je suis d'accord avec elle sur presque toute la ligne. Je voudrais cependant lui poser une ou deux questions.

La députée a dit qu'elle s'était rendue dans sa circonscription la semaine dernière et que c'est là qu'on prend conscience de la réalité. Je suis d'accord. Elle a ajouté que le budget avait été bien accueilli.

J'admets que certains éléments du budget sont acceptables, mais j'ai entendu à de nombreuses occasions le point de vue des détaillants de ma circonscription. J'ai aussi entendu très souvent l'opinion du secteur touristique. Les restaurants de ma circonscription sont, d'une manière, semblables à ceux de bien des régions du Québec. J'ai plus de 300 des plus beaux restaurants de tout le Canada le long de Danforth et de Gerrard, dans la circonscription de Broadview—Greenwood, surtout les restaurants grecs.

Les propriétaires de ces restaurants, qui dépendent du tourisme, disent que la confiance des consommateurs est

tellement basse et que la TPS est un tel frein pour l'exploitant touristique ou pour les touristes, même si ceux-ci ont droit à un remboursement, que tout cela finit par aggraver le chômage.

Au Québec, le tourisme compte probablement plus que dans toute autre province. Je n'essaie pas de chercher la petite bête, mais la députée ne pense-t-elle pas que ce budget ne fait pas grand-chose pour stimuler la confiance dans le tourisme et le commerce de détail, ce qui finit par avoir des conséquences sur le niveau d'emploi?

[Français]

Mme Gibeau: Monsieur le Président, je voudrais remercier mon collègue pour ses questions.

Je voudrais tout d'abord resituer la question de la TPS, la fameuse taxe sur les produits et services, en rappelant que presque tout au long de l'année dernière, avant que la TPS n'entre en vigueur, les gens de l'opposition criaient et, de façon assez dramatique, présentaient la TPS comme une taxe qui allait avoir un effet dramatique sur l'inflation, sur l'économie et qu'elle occasionnerait toutes sortes de conséquences absolument désastreuses.

J'aimerais rappeler à mon collègue qu'effectivement, et je l'admets en toute simplicité, ce ne fut pas nécessairement une mesure populaire, mais même l'opposition se disait d'accord avec le fait que tout le système fiscal d'imposition de la taxe fédérale devait être revu. Donc, j'aimerais lui rappeler que la TPS, après un an d'imposition, n'a pas vraiment eu d'impact sur l'inflation. En fait, on se retrouve avec une inflation qui est inférieure à 2 p. 100, ce qui est, parmi les grands pays industrialisés, un record absolument phénoménal.

Cela, jumelé au fait que les taux d'intérêt ont baissé aussi de façon importante, crée une confiance dans le milieu des affaires, qui fait en sorte que les gens, dorénavant, vont recommencer à investir. Je voudrais citer ici le président de l'Association des manufacturiers, M. Richard LeHir, qui n'est pas particulièrement un fervent admirateur de toutes nos politiques, mais qui nous disait, dans le *Le Journal de Montréal* du 28 février 1992, qu'il y a trois mesures dans notre Budget qui seront des mesures importantes pour stimuler l'économie, et je cite: «... la dépréciation accélérée des équipements, la réduction de la taxe à la fabrication et les 230 millions de dollars prévus pour la recherche et le développement sont trois mesures concrètes qu'il faut saluer».